



Madame Amélie de MONTCHALIN  
Ministre de la transformation  
et de la fonction publiques

Hôtel de Rothelin-Charolais  
101 rue de Grenelle  
75 700 Paris

Paris, le 12 avril 2021

Madame la Ministre,

Depuis le début du quinquennat, les gouvernements successifs ont refusé toute mesure générale particulièrement concernant la valeur du point, synonyme de blocage des rémunérations indiciaires pour les agents publics. Ce blocage a pour conséquence une perte du pouvoir d'achat qui ne peut se poursuivre, ni être compensée par des mesures parcellaires, catégorielles, qu'elles soient indiciaires ou indemnitaires, d'autant qu'il impacte également le niveau des retraites.

Il est urgent d'ouvrir des négociations salariales au niveau national comme l'autorise l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique afin de mettre en œuvre immédiatement des mesures générales.

Par ailleurs, cette même ordonnance permet un droit d'initiative aux organisations syndicales dès lors qu'elles le sollicitent majoritairement.

Dans ce cadre, les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FA FP, FO, FSU, Solidaires et UNSA, de la Fonction Publique, vous demandent d'ouvrir une négociation pour améliorer les carrières de tous les agents publics.

Votre réponse est particulièrement attendue de tous les agents et ce d'autant plus que notre demande est unanimement portée par les organisations syndicales représentatives.

Nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

**Les organisations syndicales de la Fonction publique :**

Mylène JACQUOT, Secrétaire Générale de la CFDT Fonctions publiques

Nathalie MAKARSKI, Présidente des Services publics CFE-CGC

Christian CUMIN, Secrétaire Général de la CFTC Fonction publique

Jean-Marc CANON, Dirigeant de la CGT Fonction publique

Pascal KESSLER, Président de la FA-FP

Christian GROLIER, Secrétaire Général de FO-Fonction Publique

Benoît TESTE, Secrétaire Général de la FSU

Gaëlle MARTINEZ, Déléguée Générale de Solidaires Fonction Publique

Luc FARRÉ, Secrétaire Général de l'UNSA Fonction publique